



# Confédération Nationale du Travail

## Fédération des Travailleuses·eurs de l'Éducation

fede-educ@cnt-f.org - www.cnt-f.org/fte  
33 rue des Vignoles - 75020 Paris

### Quand la Savoie tousse, le Dasen s'enrage

Normalement un responsable, c'est responsable. Éric Lavis en est un, son titre parle pour lui, puisqu'il est Directeur académique des services de l'Éducation nationale de Savoie (Dasen 73). Autant vous dire que c'est quelqu'un.

Seulement voilà, Éric Lavis est excédé. Parce qu'en guise de responsabilité, il lui revient d'organiser le service public d'éducation sur le département le plus touché de France par l'épidémie de Covid 19. Or, quand on parle d'éducation, on parle d'écoles ou d'établissements scolaires dont la vocation est de mettre en présence beaucoup de gens (profs, surveillant·es, agent·es, élèves) dans des espaces clos (des salles de classe, des cantines, etc.).

Et ce qui doit arriver en ces temps incertains, finit évidemment par arriver : des gens contractent la maladie et s'infectent mutuellement.

Éric Lavis n'en peut plus. Il ne parvient plus à assurer la continuité du service public puisque trop de personnels tombent malades et qu'il n'y a plus de remplaçant·es pour prendre leurs places auprès des élèves. Ces trous dans ses tableaux Excel contrarient tellement Éric Lavis que, dans un sursaut de conscience professionnelle, il s'est fermement décidé à agir !

Agir, c'est trouver des responsables. N'importe quel voyant d'occasion pouvait prédire qu'une situation épidémique appelait un recrutement conséquent de personnels pour anticiper les prévisibles absences d'agents qui viendraient à être frappés par la maladie.

Mais le gouvernement n'a pas jugé utile de prendre un petit milliard sur les 100 milliards du plan de relance pour le mettre dans l'éducation sous forme de renforts, donc la pénurie chronique d'enseignant·es a perduré. Éric Lavis est un cadre responsable, il a mis en œuvre et il a justifié cette politique de restriction depuis plusieurs années avec une grande loyauté. C'est cette même loyauté qui lui interdit aujourd'hui de chercher les causes de ses problèmes dans les étages supérieurs de la hiérarchie. Alors, Éric Lavis a trouvé une piste qui permet de conserver intacte sa loyauté, son déni d'une réalité que chacun·e a pourtant sous les yeux, et son rôle de responsable du petit personnel qu'il entend « manager » au-delà même du temps professionnel. Aussi, si des collègues sont tombé·es malades, c'est parce qu'ils-elles se sont, de façon irresponsable, exposé·es au virus. C'est lumineux et c'est écrit quasiment en ces termes dans sa dernière [lettre aux personnels du 9 novembre](#).

Si on attrape le virus entre deux heures de cours en apnée dans une salle fermée garnie d'une trentaine d'élèves, ce n'est pas parce que le virus, une fois vaporisé dans l'air, finit par déjouer la maigre protection de notre masque à 10 centimes, c'est parce qu'on l'a enlevé pour boire un café et respirer un peu.

#### **Oui Monsieur LAVIS, nous sommes irresponsables !**

Eric LAVIS nous en veut. Il en veut à tous les personnels qui mangent, prennent des cafés, se croisent à moins de deux mètres, voient une ou deux personnes le week-end en dehors de leur « cellule » familiale. Ce sont des irresponsables. Et il a raison, nous sommes, au sens plein du terme, IRresponsables. Nous ne sommes pas

responsables des conditions de travail qui nous sont faites et avec lesquelles nous nous débattons au quotidien pour proposer des conditions d'apprentissage les moins dégradées possibles aux élèves. Nous ne sommes pas responsables de la pénurie chronique de personnels, qu'aucune mesure n'est venue enrayer depuis la dernière vague épidémique. Nous ne sommes pas responsables du surtravail qu'occasionne la mise en œuvre frénétique des protocoles aussi nombreux qu'inapplicables, des consignes ministérielles données la veille pour le jour même et contredites le jour suivant.

Nous ne sommes pas responsables de la calamiteuse réforme du Bac qui, entre autres dommages collatéraux, provoque un brassage des élèves à grande échelle de façon quotidienne en cassant les groupes classes.

Nos collègues retiennent sans peine leurs larmes quand ils lisent dans la lettre d'Éric Lavis que ces tracasseries de gestionnaire avaient empêché ses collaborateurs de prendre l'entièreté de leurs vacances. Nous ne sommes pas non plus en train de nous vautrer avec gourmandise dans l'oisiveté au milieu du naufrage, comme l'insinue notre responsable.

Embaucher du personnel ? C'est ce qu'ont fait l'Espagne, l'Italie et bien d'autres pays comparables au nôtre. En France, nous avons les listes complémentaires, des collègues jugés recevables aux concours de l'enseignement mais non encore recrutés que l'on pourrait titulariser d'emblée en attendant de les former au plus tôt. Les rectorats et le ministère se refusent toujours à exécuter cette simple mesure, car, pendant la crise, les économies continuent, y compris sur les conditions d'accueil de nos enfants et élèves. Il faut croire que l'éducation se révèle moins prioritaire que le sauvetage de l'aéronautique. Aussi, pendant que nous nous éreintons à faire nos journées de cours dans des conditions exécrables, à expliquer les mesures inexplicables aux parents, à réaménager nos classes en fonction des dernières lubies Blanquer, à rassurer les familles à coup de mails 5 fois par semaines, à réorganiser les horaires des écoles et des établissements, à accueillir dans nos classes surchargées les élèves des personnels non remplacés en contradiction avec les consignes sanitaires, il se trouve des Éric Lavis pour nous envoyer des lettres paternalistes et culpabilisantes.

Certains syndicats lui ont répondu, nous n'avons pas ce courage. Nous n'avons plus la force de parler à ces responsables car leur mépris nous épuise autant qu'il nous révolte.

C'est parce que nous devons consacrer toute notre énergie à nos élèves que nous ne perdons plus notre temps avec ces représentants de l'état incapables de comprendre les réalités humaines de notre tâche éducative quotidienne et qui incarnent si totalement cette face sombre de l'état qu'un philosophe moustachu comparait « au plus froid des monstres froids ».

Nous savons que le service public d'éducation ne tient que par l'engagement et l'expertise des collègues de terrain et malgré les agissements toxiques des kamikazes qui prétendent nous « piloter ».

Bon courage à toutes et tous.